

Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 11 juin 2009

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Taux d'utilisation de la capacité industrielle, premier trimestre de 2009 2
Les industries canadiennes ont continué à réduire l'utilisation de leur capacité au premier trimestre de 2009, fonctionnant à 69,3 % de leur capacité de production, en baisse de 5,6 points de pourcentage par rapport au trimestre précédent.

Étude : Les événements financiers récents dans la perspective des comptes nationaux, 2008 5
Au cours des derniers mois, le Canada a subi les conséquences des baisses importantes enregistrées dans le commerce international et affichées par les prix des matières premières. Toutefois, le fait d'avoir évité un recours excessif à l'endettement a permis à ses institutions financières ainsi qu'à l'ensemble de son économie de demeurer en bonne posture.

Étude : Industrie des bioproduits, 2003 à 2006 8

Régimes de pension d'employeurs (caisses de retraite en fiducie), quatrième trimestre de 2008 9

Information financière des universités et collèges, 2007-2008 10

Transport et distribution de gaz naturel, janvier à mars 2009 10

Nouveaux produits 11



Communiqués

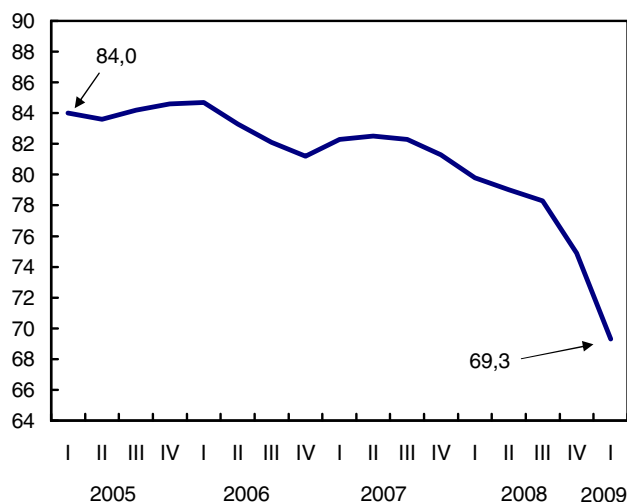
Taux d'utilisation de la capacité industrielle

Premier trimestre de 2009

Les industries canadiennes ont continué à réduire l'utilisation de leur capacité au premier trimestre de 2009, fonctionnant à 69,3 % de leur capacité de production, en baisse de 5,6 points de pourcentage par rapport au trimestre précédent. Il s'agissait de la première fois que l'utilisation de la capacité industrielle tombait sous la barre des 70 % depuis le début de cette série de données en 1987.

L'utilisation de la capacité atteint son plus faible niveau jamais enregistré

% (taux d'utilisation de la capacité)



Au premier trimestre, les industries de biens durables, particulièrement l'industrie de la fabrication de matériel de transport, le secteur de la construction et celui de l'exploitation minière (à l'exception de l'extraction de pétrole et de gaz), ont été les principaux facteurs à l'origine du recul global.

La baisse de la demande mondiale et nationale de biens fabriqués a continué à entraîner à la baisse les taux d'utilisation de la capacité. Des 21 grandes industries du groupe de la fabrication, 18 ont enregistré une baisse de leur taux.

Comme cela avait été le cas au quatrième trimestre de 2008, l'industrie de la fabrication de matériel de

Note aux lecteurs

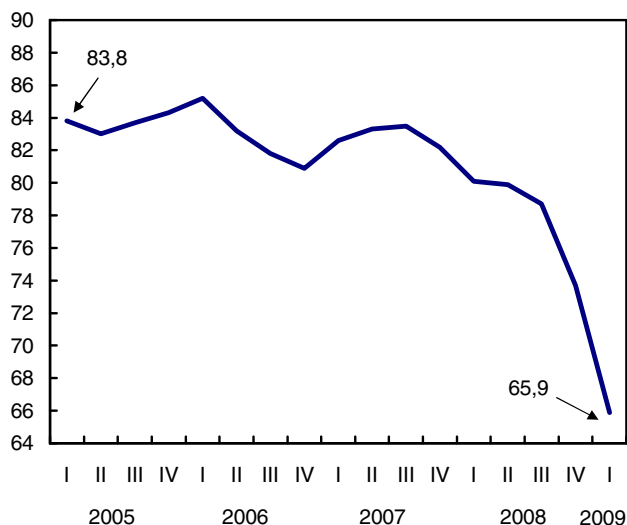
Le taux d'utilisation de la capacité industrielle d'une branche d'activité est le ratio de sa production réelle et de sa production potentielle estimée.

Pour cette diffusion, les taux ont été révisés rétrospectivement jusqu'au premier trimestre de 2006 pour y intégrer les révisions des données d'origine.

transport explique en grande partie le recul du groupe de la fabrication au premier trimestre. L'utilisation de la capacité de cette industrie est passée de 58,3 % au quatrième trimestre à 42,5 % au premier trimestre de 2009.

Le fléchissement de la fabrication se poursuit

% (taux d'utilisation de la capacité)



Dans le secteur hors fabrication, l'utilisation de la capacité a diminué dans tous les secteurs, à l'exception de celui de l'extraction de pétrole et de gaz. La baisse la plus importante a eu lieu dans le secteur de l'exploitation minière, où l'utilisation a fléchi de 14,8 points de pourcentage depuis le quatrième trimestre pour tomber à 55,3 %, soit le taux le plus faible jamais affiché par ce secteur.

Fabrication : plus grande baisse trimestrielle de l'utilisation de la capacité jamais enregistrée

Les fabricants de biens ont réduit l'utilisation de leur capacité à 65,9 % au cours du premier trimestre, en baisse de 7,8 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre de 2008. Il s'agissait du recul trimestriel le plus important jamais enregistré par l'ensemble du secteur de la fabrication.

Les industries de biens durables ont enregistré des baisses importantes de l'utilisation de la capacité. Les industries du matériel de transport, des métaux de première transformation ainsi que de la fabrication de produits métalliques, de machines et de produits en bois sont celles qui ont le plus contribué à la réduction de l'utilisation de la capacité.

L'utilisation de la capacité dans l'industrie de la fabrication de matériel de transport est tombée de 15,8 points de pourcentage comparativement au quatrième trimestre de et de 35,0 points de pourcentage comparativement au premier trimestre de 2008, alors que les fabricants de véhicules automobiles et de pièces connexes ramenaient abruptement leur production à des niveaux approchant ceux du deuxième trimestre de 1994. De nombreuses usines ont annoncé des fermetures et des ralentissements prolongés en janvier, en réponse à une demande moins forte au Canada et aux États-Unis.

Dans l'industrie de la première transformation des métaux, l'utilisation de la capacité a diminué de 10,1 points de pourcentage pour se fixer à 74,9 %. Cette baisse reflète un recul important de la production dans les usines sidérurgiques et chez les fabricants de ferroalliages ainsi que dans les fonderies.

Le taux d'utilisation dans l'industrie de la fabrication de produits métalliques est passé de 77,2 % au quatrième trimestre de 2008 à 70,5 % au premier trimestre de 2009, principalement en raison de la baisse de production des fabricants de produits métalliques d'architecture et de charpente.

L'utilisation de la capacité dans l'industrie de la fabrication de machines a diminué de 6,4 points de pourcentage pour se fixer à 75,6 %. Cette baisse est attribuable en grande partie à la baisse de production de machines pour la construction, pour les mines et de machines-outils pour le travail du métal, parallèlement à la réduction des besoins des industries utilisant ces machines.

L'industrie de la fabrication de produits en bois a fonctionné à 60,6 % de sa capacité au cours du premier trimestre, en baisse par rapport à une utilisation de 70,2 % au trimestre précédent. La réduction de la production dans les scieries et les usines de préservation du bois, qui traduit en partie

le ralentissement des activités dans la construction, a contribué à abaisser le taux.

En revanche, les taux d'utilisation de la capacité ont augmenté dans les industries de la fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac ainsi que dans celles de la fabrication de produits du pétrole et du charbon. L'utilisation de la capacité dans l'industrie de la fabrication d'aliments est passée de 80,3 % au quatrième trimestre de 2008 à 81,3 % au premier trimestre de 2009. La hausse est surtout attribuable à une augmentation de la production dans la mise en conserve de fruits et de légumes de même que dans la fabrication de spécialités alimentaires.

Secteur hors fabrication : utilisation de la capacité en hausse dans le secteur de l'extraction de pétrole et de gaz

Le taux d'utilisation de la capacité dans le secteur de l'extraction de pétrole et de gaz a augmenté de 1,7 point de pourcentage au cours du premier trimestre pour atteindre 78,6 %. Cette hausse a effacé le recul enregistré au trimestre précédent, alors que la production de pétrole brut et de gaz naturel a augmenté.

Dans le secteur de l'exploitation minière, mise à part l'extraction de pétrole et de gaz, l'utilisation de la capacité a soudainement diminué pour se situer à 55,3 %, comparativement à 70,1 % au trimestre précédent. Ce déclin est le résultat d'une baisse considérable de la production dans les mines de potasse, de cuivre, de nickel et de minerai de fer, combinée à un brusque recul des activités de soutien pour les mines ainsi que pour l'extraction de pétrole et de gaz.

Le secteur de la construction fonctionnait à 71,8 % de sa capacité, en baisse de 3,5 points de pourcentage comparativement au trimestre précédent. Le ralentissement des activités dans la construction d'immeubles résidentiels, les travaux de génie et la réparation explique ce recul.

L'utilisation de la capacité dans le secteur de la production, du transport et de la distribution d'électricité est descendue à 80,8 %, soit une cinquième baisse trimestrielle consécutive. Le taux dans le secteur de la foresterie et de l'exploitation forestière a perdu 2,3 points de pourcentage pour s'établir à 72,6 %.

Données stockées dans CANSIM : tableau 028-0002.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2821.

Les données du deuxième trimestre de 2009 sur les taux d'utilisation de la capacité industrielle seront diffusées le 14 septembre.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez

avec Valérie Gaudreault au 613-951-9731
(valerie.gaudreault@statcan.gc.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.

Taux d'utilisation de la capacité industrielle

	Premier trimestre de 2008 ^r	Quatrième trimestre de 2008 ^r	Premier trimestre de 2009	Premier trimestre de 2008 au premier trimestre de 2009	Quatrième trimestre de 2008 au premier trimestre de 2009
	%			variation en points de %	
Total industriel	79,8	74,9	69,3	-10,5	-5,6
Foresterie et exploitation forestière	77,6	74,9	72,6	-5,0	-2,3
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	76,6	74,9	71,5	-5,1	-3,4
Extraction de pétrole et de gaz	77,9	76,9	78,6	0,7	1,7
Mines	73,4	70,1	55,3	-18,1	-14,8
Production, transport et distribution d'électricité	88,1	82,7	80,8	-7,3	-1,9
Construction	79,0	75,3	71,8	-7,2	-3,5
Fabrication	80,1	73,7	65,9	-14,2	-7,8
Aliments	80,8	80,3	81,3	0,5	1,0
Boissons et produits du tabac	66,3	72,8	75,4	9,1	2,6
Boissons	66,2	74,0	76,0	9,8	2,0
Tabac	67,1	65,3	71,6	4,5	6,3
Usines de textiles	65,1	66,1	60,5	-4,6	-5,6
Usines de produits textiles	83,4	74,6	65,6	-17,8	-9,0
Vêtements	69,8	71,7	69,6	-0,2	-2,1
Produits en cuir et produits analogues	73,6	80,6	79,8	6,2	-0,8
Produits en bois	72,2	70,2	60,6	-11,6	-9,6
Papier	85,5	80,2	75,9	-9,6	-4,3
Impression et activités connexes de soutien	75,7	68,3	64,3	-11,4	-4,0
Produits du pétrole et du charbon	80,2	77,3	77,8	-2,4	0,5
Produits chimiques	81,2	78,0	74,4	-6,8	-3,6
Produits en caoutchouc et en plastique	77,2	67,9	61,8	-15,4	-6,1
Produits en plastique	75,9	66,4	60,2	-15,7	-6,2
Produits en caoutchouc	83,4	74,6	69,6	-13,8	-5,0
Produits minéraux non métalliques	81,0	78,0	65,6	-15,4	-12,4
Première transformation des métaux	90,8	85,0	74,9	-15,9	-10,1
Produits métalliques	84,3	77,2	70,5	-13,8	-6,7
Machines	84,0	82,0	75,6	-8,4	-6,4
Produits informatiques et électroniques	88,1	86,1	83,3	-4,8	-2,8
Matériel, appareils et composants électriques	81,2	85,3	76,2	-5,0	-9,1
Matériel de transport	77,5	58,3	42,5	-35,0	-15,8
Meubles et produits connexes	78,3	74,3	66,9	-11,4	-7,4
Activités diverses de fabrication	76,3	78,3	76,2	-0,1	-2,1

^r révisé

Étude : Les événements financiers récents dans la perspective des comptes nationaux 2008

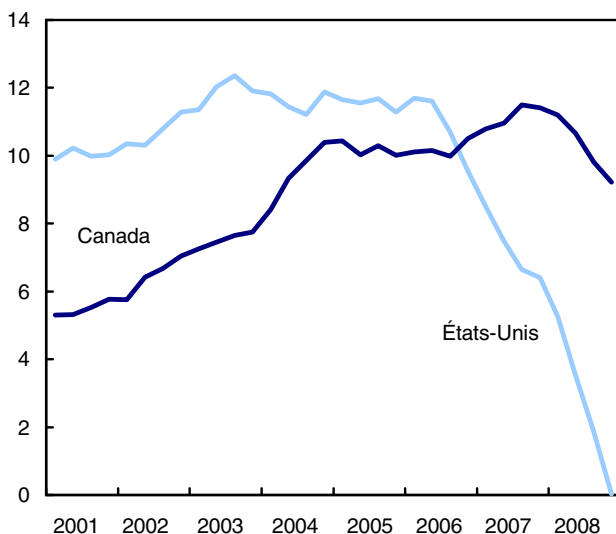
Au cours des derniers mois, le Canada a subi les conséquences des baisses importantes enregistrées dans le commerce international et affichées par les prix des matières premières. Toutefois, le fait d'avoir évité un recours excessif à l'endettement a permis à ses institutions financières ainsi qu'à l'ensemble de son économie de demeurer en bonne posture.

Aux États-Unis, le recours croissant à l'endettement à bon marché depuis 2001 a entraîné des changements dans les modes d'investissement et d'épargne qui se sont avérés, en définitive, hasardeux à la fois pour leurs systèmes financiers et économiques. En revanche, le Canada a évité plusieurs des changements de comportement observés aux États-Unis.

L'aspect le plus visible de la crise mondiale du crédit survenue à l'automne de 2008 a été le tarissement de marchés cruciaux liés à la dette aux États-Unis, notamment celui des prêts interbancaires et celui du papier commercial. Le marché du papier commercial aux États-Unis a rétréci de 10 % (ou de 15 milliards de dollars) au quatrième trimestre de 2008. Le crédit aux ménages a également diminué au quatrième trimestre en raison, en partie, de la baisse subite des prêts octroyés par les banques commerciales basées aux États-Unis.

Emprunt total des ménages

variation annuelle en %



Note aux lecteurs

L'article «Les événements financiers récents dans la perspective des comptes nationaux», qui paraît aujourd'hui dans l'Observateur économique canadien, montre comment un large éventail de données financières tirées des Comptes nationaux de Statistique Canada peut faire la lumière sur les changements qu'ont connus les marchés financiers et l'économie au cours des 18 derniers mois.

Le bouleversement des marchés financiers qui s'est produit au cours des deux dernières années a démontré l'importance fondamentale pour l'économie d'avoir des systèmes financiers performants et efficaces. Il est à noter que le présent article met en évidence seulement certaines données du grand nombre de données financières tirées des Comptes nationaux du Canada.

Quelques-unes de ces données sont familières aux utilisateurs, notamment celles du produit intérieur brut et de ses comptes sectoriels sur les revenus, les dépenses et les épargnes. Bien moins connu est le large éventail de données sur les bilans, les flux financiers et les investissements internationaux du Canada.

Au Canada, la stabilité du système financier a fait en sorte que la plupart des emprunteurs ont pu continuer d'obtenir du crédit, bien qu'à des prix souvent nettement supérieurs. Malgré le resserrement mondial du crédit, l'emprunt total des ménages s'est accru de 12,1 % entre le troisième trimestre de 2007 et le quatrième trimestre de 2008. Parallèlement, les emprunts des ménages aux États-Unis ont cessé de croître.

Le cadre

Les événements dont les marchés financiers ont été le théâtre ces deux dernières années se sont déroulés dans le contexte de l'évolution des comportements financiers depuis au moins une décennie. Au Canada, les tendances sectorielles des prêts et des emprunts nets ont changé; plus particulièrement, les sociétés et les gouvernements ont enregistré d'importants excédents financiers, tandis que les ménages ont emprunté davantage.

Certaines de ces tendances témoignaient d'un changement de comportement de la part des ménages, ceux-ci choisissant d'investir davantage dans les logements et les actifs financiers (souvent financés par emprunt). Les ménages et les investisseurs ont également augmenté leurs investissements étrangers par l'entremise de leurs avoirs en fonds mutuels et de leurs avoirs de retraite.

Les comptes du bilan national de Statistique Canada révèlent que le bilan des ménages a changé profondément au cours de la dernière décennie. La dette du secteur des particuliers s'est accrue, sa proportion du produit intérieur brut étant passée de 68 % en 2000 à plus de 84 % à la fin de 2008.

Cette hausse a surtout été attribuable à l'augmentation des dépenses au chapitre du logement occasionnées par de faibles taux hypothécaires, la réduction du montant des versements initiaux, l'allongement de la durée des hypothèques et à l'offre accrue de fonds aux emprunteurs par l'entremise de la titrisation. Au Canada, la part des hypothèques titrisées est passée de 5,0 % de toutes les hypothèques en 1997 à 20,0 % au début de 2007, puis à 28,6 % à la fin de 2008.

Alors qu'au Canada les ménages augmentaient leurs emprunts, les administrations publiques et les sociétés réduisaient leur dette. Le passif de la dette publique en proportion du produit intérieur brut est passé d'un sommet de 94,6 % au milieu des années 1990 à 52,4 % au milieu de 2008, surtout grâce au gouvernement fédéral.

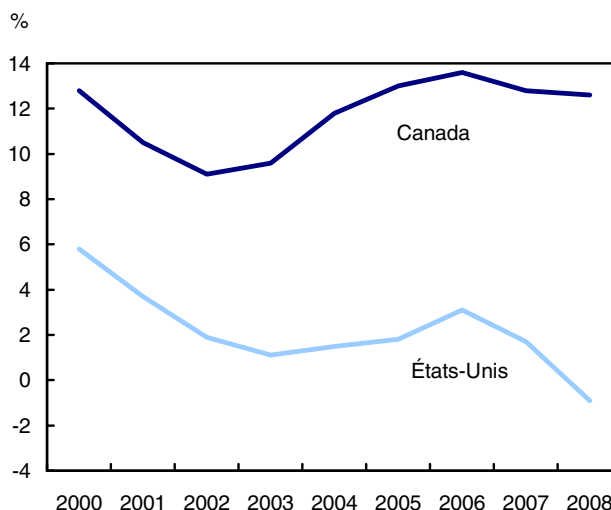
Les prêts et les emprunts sectoriels différaient au Canada et aux États-Unis

Les tendances sectorielles à prêter et à emprunter différaient grandement selon que l'on était aux États-Unis ou au Canada. Les non-résidents ont été la seule source constante de prêt net aux États-Unis de 2003 à 2007. Aux États-Unis, les gouvernements ont été des emprunteurs nets tout au long de cette période, tandis qu'au Canada, ils étaient des prêteurs nets.

Les sociétés américaines ont tour à tour prêté et emprunté de petits montants, tandis qu'au Canada, les sociétés ont affiché des excédents record jusqu'à la fin de 2008. De plus, les ménages américains ont emprunté beaucoup plus que les ménages canadiens. Le recours moins important à la dette dans tous les secteurs au Canada s'est révélé important lorsque les conditions de crédit se sont resserrées sur certains marchés après août 2007.

Le taux d'épargne national met en relief les différences de comportement financier général entre le Canada et les États-Unis observées après l'an 2000. Au Canada, le taux d'épargne national a crû pour s'établir à une proportion de plus de 12 % du revenu national, l'augmentation de l'épargne des sociétés et des administrations publiques ayant neutralisé un léger repli de l'épargne personnelle.

Taux d'épargne nationaux¹, Canada et États-Unis



1. Les taux d'épargne nationaux sont un pourcentage du revenu national brut.

Aux États-Unis, le taux d'épargne national a oscillé entre 1 % et 2 % à compter de 2002, avant de diminuer en 2008. Les faibles taux d'épargne personnelle (de moins de 1 % ces dernières années) n'ont pas été contrebalancés par un accroissement de l'épargne par les administrations publiques ou les sociétés. Les emprunts à l'étranger sont ainsi devenus la principale source de fonds aux États-Unis, ce qui correspond aux déficits record du compte courant.

Les dépenses des ménages ont diminué

On se demande pourquoi, lorsque l'on s'interroge sur la dégringolade économique de la fin de 2008, les dépenses des ménages ont diminué plus abruptement au Canada qu'aux États-Unis. En particulier, les ventes d'automobiles ont diminué de 18,8 % de septembre à décembre au Canada, tandis que les ventes de maisons existantes ont chuté de 30,0 %. Aux États-Unis, les baisses correspondantes ont été de 17,5 % et de 13,0 % respectivement à la fin de 2008.

Il était surprenant de voir les ventes diminuer plus rapidement au Canada qu'aux États-Unis compte tenu des plus grandes pertes d'emplois et de richesse survenues aux États-Unis et de la perturbation plus grave qu'on y a observée sur les marchés du crédit.

Au début de 2009, les ventes de voitures et de maisons se sont redressées plus rapidement au Canada qu'aux États-Unis. Au Canada, les ventes unitaires de véhicules automobiles se sont accrues de 8,8 % en mars par rapport à décembre, tandis que les ventes de maisons existantes ont augmenté de 32 % en avril par rapport à leurs creux de janvier. Aux États-Unis, les ventes de véhicules automobiles tout comme celles de logements en avril n'ont dépassé que de 2 % leurs creux.

Cela donne à penser que la confiance fragile des consommateurs a joué un grand rôle dans la diminution des dépenses des ménages au Canada qui s'est produite à la fin de 2008, tout comme les difficultés

d'accès au crédit. On s'affairait à corriger rapidement la situation dans l'un et l'autre cas au printemps de 2009.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 1804, 1806 et 1901.

L'étude «Les événements financiers récents dans la perspective des comptes nationaux» figure dans l'édition Internet de juin 2009 de *L'observateur économique canadien*, vol. 22, n° 6 (11-010-X, gratuite), maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web. La version imprimée (11-010-X, 25 \$ / 243 \$) paraîtra le 18 juin.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Philip Cross au 613-951-9162 (ceo@statcan.gc.ca), Groupe d'analyse économique de conjoncture. ■

Étude : Industrie des bioproduits

2003 à 2006

De 2003 à 2006, le nombre d'entreprises canadiennes de bioproduits a connu une légère hausse, passant de 232 à 239, mais les revenus tirés de ce secteur et le nombre de personnes employées dans ces activités ont régressé.

En 2006, 3 974 personnes travaillaient dans le domaine des bioproduits, soit près de la moitié moins (49 %) qu'en 2003. En 2006, 40 entreprises ont déclaré employer 50 personnes et plus, en baisse par rapport à 76 entreprises en 2003.

Les recettes totales tirées des bioproduits sont passées de 3,1 milliards de dollars en 2003 à 1,8 milliard de dollars en 2006 (dollars courants). Les dépenses en recherche et développement sur les bioproduits ont également fléchi, passant de 96 millions de dollars à 81 millions de dollars.

Les bioproduits sont élaborés ou fabriqués en entreprise à partir de la biomasse ou d'autres matières premières biologiques renouvelables ou durables. Il s'agit de produits autres que les aliments, les aliments pour animaux et les médicaments créés à partir de matières biologiques ou renouvelables qui peuvent provenir de sources agricoles, forestières, marines et industrielles ou municipales. Le bioproduit le plus connu est l'éthanol, qui vient du blé ou du maïs, mais il existe un vaste éventail de bioproduits, notamment les produits biochimiques, les biopesticides, les bioplastiques et les panneaux de fibres.

En 2006, à peine plus de la moitié (51 %) des entreprises ont déclaré s'être lancées dans les bioproduits à la suite d'activités internes, tandis que 23 % des entreprises l'ont fait à la suite de collaborations, de fusions ou d'acquisitions.

La biomasse agricole (matières végétales ou animales renouvelables) était la matière première la plus communément utilisée par les entreprises canadiennes de bioproduits. Des entreprises ont déclaré qu'en moyenne 45 % de leur biomasse en 2006 provenait de sources agricoles, soit plus du double de la deuxième source dominante, la biomasse forestière, ayant une part de 22 %.

Le principal avantage invoqué pour les bioproduits en 2006 était qu'ils réglaient les problèmes environnementaux. On mentionnait également l'avantage que représentent les bioproduits en réduisant les coûts de production.

En 2006, les obstacles placés en tête du classement pour l'élaboration et la production de bioproduits étaient l'augmentation des prix et des coûts du transport de la biomasse et les difficultés à percer sur le marché commercial.

Les entreprises de bioproduits ont réuni des fonds totalisant 219 millions de dollars en 2006, principalement pour la recherche et le développement, la capacité de production / de fabrication et le marketing / la commercialisation. Les contributions provenaient principalement de placements privés, de subventions gouvernementales et du capital-risque canadien.

En outre, de 2002 à 2006, 48 % des entreprises ont demandé des avantages fiscaux pour les activités liées aux bioproduits dans le cadre du programme d'encouragements fiscaux pour la recherche scientifique et le développement expérimental. Les demandes s'élevaient à un peu plus de 33 millions de dollars en 2006.

Nota : Statistique Canada a effectué à ce jour deux enquêtes qui ont produit un profil des entreprises participant à l'élaboration ou à la production de bioproduits au Canada. Cette étude constitue une analyse comparative fondée sur les données de l'Enquête sur le développement des bioproduits (2003) et de l'Enquête sur le développement et la production de bioproduits (2006). Les revenus des entreprises sélectionnées dans le Registre des entreprises de Statistique Canada dépassaient 250 000 \$. Les entreprises tirées des listes fournies par des sources externes engageaient au minimum 100 000 \$ de dépenses en recherche et développement et comptaient au moins cinq employés. Étaient exclus de l'étude les organismes sans but lucratif, les universités, les laboratoires gouvernementaux, les hôpitaux et les entreprises qui ne fournissent que des services, notamment les organismes de recherche à contrat ou les cabinets d'experts-conseils.

L'article «L'industrie canadienne des bioproduits, 2003 et 2006» est maintenant offert dans l'édition en ligne de *Regards sur l'industrie agro-alimentaire et la communauté agricole* de juin 2009 (21-004-X, gratuite) à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Martin Beaulieu au 613-951-6357 (martin.beaulieu@statcan.gc.ca), Division de l'agriculture. ■

Régimes de pension d'employeurs (caisses de retraite en fiducie)

Quatrième trimestre de 2008

Au cours du quatrième trimestre de 2008, la valeur marchande de l'épargne-retraite détenue dans les caisses de retraite d'employeurs a régressé de 58,1 milliards de dollars pour s'établir à 810,9 milliards de dollars. Cela représente une baisse de 6,7 %, principalement attribuable à un repli de la valeur marchande des actions et des fonds d'actions.

Ce recul fait suite à une diminution de 82,7 milliards de dollars au troisième trimestre, la plus importante baisse trimestrielle enregistrée en 10 ans.

La valeur affichée au quatrième trimestre se situait nettement en deçà du sommet de 954,6 milliards de dollars atteint à la fin de 2007.

La valeur marchande des actions et des fonds d'actions représentait 31,5 % du total des actifs des caisses de retraite à la fin du quatrième trimestre de 2008, en baisse par rapport au taux de 34,2 % enregistré au trimestre précédent.

La proportion des actifs détenus dans des obligations est passée à 38,0 %. Cette augmentation est principalement attribuable à des pertes plus importantes de la valeur des actions. Les placements immobiliers représentaient 8,6 % du total des actifs, les hypothèques, 1,8 %, les placements à court terme, 4,0 % et les autres éléments d'actifs, dont les fonds communs étrangers, 16,1 %.

Les dépenses au quatrième trimestre se sont élevées à 49,3 milliards de dollars, dépassant les revenus, qui se sont chiffrés à 21,6 milliards de dollars. Cela a donné lieu à un mouvement négatif de trésorerie de 27,7 milliards de dollars. Pour une troisième fois en 2008, les caisses de retraite affichaient un mouvement négatif.

Ce mouvement de trésorerie négatif était le résultat de pertes nettes considérables dans la vente de valeurs mobilières. Les gestionnaires de caisse de retraite ont déclaré des pertes totales de 34,6 milliards de dollars au quatrième trimestre.

Les revenus provenant des cotisations des employeurs et des employés ont atteint 9,8 milliards de dollars au quatrième trimestre de 2008, tandis que les prestations versées aux retraités se sont établies à 10,1 milliards de dollars, en progression de 3,4 % par rapport au trimestre précédent. Ainsi, pour un sixième trimestre d'affilée, le montant des prestations versées a été supérieur aux cotisations reçues.

Environ 5,9 millions de travailleurs canadiens participent à un régime de pension d'employeur. Parmi ceux-ci, 4,8 millions participent à une caisse de retraite en fiducie et 1,1 million sont couverts principalement par des contrats avec des sociétés d'assurances. Les données présentées dans ce communiqué portent uniquement sur les régimes de retraite en fiducie et sur leurs caisses de retraite.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 280-0002 à 280-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2607.

Pour obtenir plus de renseignements au sujet des résultats de l'enquête, des produits et services connexes ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-7355 ou composez sans frais le 1-888-297-7355 (revenu@statcan.gc.ca), Division de la statistique du revenu. Télécopieur : 613-951-3012.

Caisses de retraite en fiducie, valeur marchande selon le type d'actif

	Quatrième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2008 ^P	Troisième trimestre de 2008 ^P	Quatrième trimestre de 2008 ^P	Quatrième trimestre de 2008 ^P
	millions de dollars	% du total de l'actif	millions de dollars	% du total de l'actif	millions de dollars	% du total de l'actif
Actif total	954 620	100,0	868 983	100,0	810 890	100,0
Obligations	325 158	34,1	312 970	36,0	308 205	38,0
Actions	349 469	36,6	297 053	34,2	255 247	31,5
Hypothèques	14 237	1,5	15 119	1,7	14 755	1,8
Immobilier	68 585	7,2	73 238	8,4	69 735	8,6
Court terme	35 946	3,8	29 070	3,3	32 184	4,0
Autres placements	157 734	16,5	139 785	16,1	129 278	15,9
Actifs, caisses inférieures à 10 millions de dollars	3 491	0,4	1 748	0,2	1 487	0,2

^P provisoire

Information financière des universités et collèges

2007-2008

Les données définitives pour l'année scolaire 2007-2008 provenant de l'Enquête sur l'information financière des universités et collèges sont maintenant offertes.

Nota : L'enquête recueille des renseignements financiers (revenus et dépenses) au sujet de l'ensemble des universités et collèges conférant des diplômes au pays.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3121.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-7608 ou composez sans frais le 1-800-307-3382 (educationstats@statcan.gc.ca), Division du tourisme et du Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur : 613-951-4441. ■

Transport et distribution de gaz naturel

Janvier à mars 2009

Il est maintenant possible de consulter les données sur le transport et la distribution de gaz naturel pour la période allant de janvier à mars.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 129-0001 à 129-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2149.

Pour obtenir plus de renseignements, pour commander des données ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (energ@statcan.gc.ca), Division de la fabrication et de l'énergie. ■

Nouveaux produits

L'observateur économique canadien, juin 2009,
vol. 22, n° 6

Numéro au catalogue : 11-010-X (HTML, gratuit)

**Regards sur l'industrie agro-alimentaire et
la communauté agricole**

Numéro au catalogue : 21-004-X (PDF, gratuit; HTML,
gratuit)

**Le commerce international de marchandises du
Canada**, avril 2009, vol. 63, n° 4

Numéro au catalogue : 65-001-X (PDF, gratuit; HTML,
gratuit)

Balance des paiements internationaux du Canada,
premier trimestre de 2009, vol. 57, n° 1

Numéro au catalogue : 67-001-X (PDF, gratuit; HTML,
gratuit)

Indicateurs de la santé, 2009, n° 1

Numéro au catalogue : 82-221-X (HTML, gratuit)

**Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent
pas les taxes de vente. Des frais de livraison
supplémentaires s'appliquent aux envois à
l'extérieur du Canada.**

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF,
-XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte
sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB
ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version
électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version
électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version
électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base
de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :

1-800-267-6677

Pour les autres pays, composez le :

1-613-951-2800

Pour envoyer votre commande par télécopieur,
composez le :

1-877-287-4369

Pour un changement d'adresse ou pour connaître
l'état de votre compte, composez le :

1-877-591-6963

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez
inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 5 % de TPS et la
TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.gc.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web
de Statistique Canada (www.statcan.gc.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF (page 11-001-XIF-000-100-100-100)

Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 29 mai 2009
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Bilan des paiements internationaux du Canada, premier trimestre de 2009 2
L'excédent du compte courant avec le reste du monde (hors des investissements) a atteint son plus haut niveau en 2008, à 1,1 milliard de dollars au cours du premier trimestre de 2009. Cette croissance a été essentiellement attribuée à la hausse des prix de plusieurs produits exportés, ainsi qu'à la baisse du déficit au chapitre des voyages. Dans le compte financier, les flux d'investissement direct étranger au Canada ont considérablement réduit leur rythme, lequel avait été soutenu par des acquisitions de sociétés étrangères, tandis que les investissements directs canadiens à l'étranger ont continué de se raffaïssir.

Emploi, rémunération et heures de travail, mars 2009 8
Etude : Bilan de l'année pour les ventes au gros, 2007 10
Emploi dans le secteur public, premier trimestre de 2009 11
Indice des prix des services de messagerie et des services de messagerie, avril 2009 13
Précipitations de provinces des croisées et de délinquance, avril 2009 13
Indicateurs de la santé, 2009 13

Nouveaux produits

15

Profil du Recensement de 2006
Le profil complet, y compris la composition de diffusion du revenu et des gains, est maintenant offert pour les données de recensement, les subdivisions de recensement, les zones de diffusion, les régions de recensement, les localités désignées, les régions urbaines, les régions métropolitaines de recensement et les agglomérations de recensement, y compris les modifications de recensement.
Pour obtenir des profils en format électronique des villes peuvent visiter selon l'adresse géographique, consultez avec le Centre de contact national de Statistique Canada.

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.gc.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.gc.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2009. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.